

## Coronavirus : La Chine instrumentalise-t-elle la pandémie ?

**GEOPOLITIQUE** Le coronavirus marque un nouveau tournant dans les relations internationales, et est devenu un élément politique capital

Publié le 31/03/20 à 19h52 — Mis à jour le 01/04/20 à 01h57 **Jean-Loup Delmas**



*Du personnel chinois observe une cargaison — Sipa*

**Déclarations tonitruantes de Pékin, accusations des Etats-Unis, colère de l'Europe... Depuis le début de la pandémie, le coronavirus est utilisé à des fins politiques de plus en plus assumées et définies.**

- Comment un virus peut-il devenir à ce point politisé, et surtout, quel intérêt les Etats ont-ils à s'emparer d'un sujet aussi brûlant ?
- Entre soft-power et promotion de systèmes politiques, tour d'horizon autour de l'instrumentalisation du coronavirus.

Dans une époque où la moitié de l'humanité est immobilisée chez elle, les lignes géopolitiques, elles, continuent de bouger. La population mondiale cherche coupables et solutions face au coronavirus, et chaque pays veut naturellement tirer son épingle du jeu. Quoi de surprenant ? Difficile d'imaginer qu'un virus bouleversant l'ordre mondial, annulant la croissance et remettant en cause jusqu'au capitalisme pouvait échapper aux prismes politiques des Nations.

Plus le Covid-19 se répand dans le monde, plus il se politise. Au profit d'un régime politique, de la grandeur d'un Etat ou de la mise en cause d'une nation étrangère. La Chine, notamment, se montre particulièrement loquace depuis que l'épidémie a, selon ses dires, quitté son sol : leçons aux démocraties occidentales, surmédiation de ses envois de masque, tweets très particuliers de l'ambassade en France... Une stratégie qui énerve, Paris ayant rappelé ouvertement à Pékin, dimanche 29 mars, que « la solidarité, ça ne s'instrumentalise pas ».

### Monopole de l'attention

« Que la Chine tente de tirer parti de cette crise est "normal". N'importe quelle puissance tâcherait de faire ainsi », tempère d'abord Sophie Boisseau du Rocher, docteure en Sciences politiques et co-auteurice de *La Chine e(s)t le monde : essai sur la sino-mondialisation* (ed. Odile Jacob). Avant de mettre le doigt sur ce qui semble irriter dans l'attitude de Pékin : son omniprésence « dans la bande passante médiatique mondiale. »

Face à la mise en avant de la Chine dans la gestion de l'épidémie, les expériences coréenne ou taïwanaise, qui semblent couronnées de succès, sont notamment passées sous silence. « Leur gestion de crise est remarquable ; si on les entend beaucoup moins, c'est qu'ils n'ont pas les moyens et ressources dont dispose Pékin », appuie l'experte. Qui se fait peu d'illusions sur un éventuel bénéfice géopolitique pour Taipei ou Séoul : aussi positives

puissent être leur réponse à l'épidémie, il est très peu probable – voire impossible – que cela leur donne un crédit géopolitique dont ils pourront user à l'avenir, a fortiori dans un monde post-confinement.

Au-delà du volume sonore, il y a le choix des mots – et des chiffres. De plus en plus de doutes naissent sur le réel bilan de la Chine face au coronavirus, à l'heure où l'Europe et les Etats-Unis comptent des décès par milliers. Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), spécialiste des relations internationales en Asie, détaille le double objectif d'une possible falsification : « En interne, chercher à relégitimer le régime après des erreurs initiales dans la gestion de crise. En externe, chercher à décrédibiliser les démocraties en les présentant comme incapables de faire face. »

#### Des chiffres et des doutes

S'il est avéré, un tel mensonge serait néanmoins risqué. « Certes, à court terme, ce pari peut être gagnant, notamment auprès de ceux qui ont peu de connaissance des réalités internationales et manquent d'esprit critique », reconnaît la docteure en Sciences politiques. Mais à long terme, la question se pose, alors qu'une éventuelle manipulation des chiffres chinois est de plus en plus dénoncée, et même érigée comme responsable de l'impact de la pandémie. « La crédibilité chinoise passera-t-elle le test de la confiance internationale ? Je n'en suis pas sûre et le débat qui commence sur le montant réel de victimes pourra être féroce pour Pékin. »

Au point que la Chine commence déjà à changer son fusil d'épaule et à revoir ses comptes et son bilan. « Pékin va, dans les jours à venir, chercher à convaincre à l'étranger de sa transparence, en revoyant à la hausse le nombre de cas confirmés de Covid-19 en intégrant les cas positifs mais asymptomatiques, afin de faire taire les inquiétudes légitimes sur les chiffres réels, notamment des décès », prophétise Antoine Bondaz.

#### Une aide pas anodine

A cette communication, s'ajoute une mise en avant au moment d'envoyer du matériel à l'Europe. Qui, là aussi, a du mal à passer : « Pékin passe sous silence l'aide de l'Europe au plus fort de la crise, comme l'a justement rappelé [le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères] pour ne se focaliser que sur sa main tendue. Non, quand même, il s'agit d'un renvoi d'ascenseur », tranche Sophie Boisseau du Rocher.

Mais au-delà de faire oublier ses propres demandes, la médiatisation de cette aide servirait aussi à Pékin à asseoir sa position face à un autre géant. En se présentant comme le pays venant au secours du reste du monde, la Chine cherche à s'emparer d'un trône de leader mondial appartenant aux Etats-Unis, analyse Antoine Bondaz, « ce qui s'intègre plus largement dans la compétition structurelle sino-américaine. »

#### Le cas américain

Les Etats-Unis, on y vient. En guerre économique et politique avec la Chine depuis longtemps, Washington irrite Pékin en nommant le covid-19 « le virus chinois ». Réplique de l'autre côté du globe, où le géant asiatique interroge sur « d'étranges pandémies » survenus il y a plusieurs mois aux Etats-Unis ou en Italie. Comprenez, le virus ne viendrait pas de Wuhan, mais d'Occident. Dans cette guerre des origines, chacun y trouve son intérêt, selon le chercheur : « Washington cherche à donner la responsabilité initiale au Parti Communiste chinois dans la gestion initiale de la crise qui a, entre autres, conduit à cette pandémie. Pékin cherche à semer le doute à travers la désinformation pour rejeter ses responsabilités. »

L'occasion pour Pékin, aussi, de faire la promotion de son régime politique, critiqué à l'international. Antoine Bondaz ne manque d'ailleurs pas d'alerter. « Il faut s'assurer que les systèmes démocratiques ne soient pas tentés de mettre en œuvre des mesures propres à des systèmes autoritaires. Pour cela, il faut notamment offrir des alternatives, montrer qu'il est possible d'associer valeurs démocratiques, dont la transparence, et efficacité dans la gestion de crise. » On en revient à la Corée du Sud et Taïwan, qui ont démontré que régime démocratique et limitation de l'épidémie n'étaient pas antinomiques. Mais dont la voix porte peu. Le coronavirus ne change pas les règles des grands jeux géopolitiques : ce qui compte, c'est souvent celui qui parle le plus fort, pas forcément les meilleurs arguments.

